

ARCOLIB : cotisation 2021 = 180 € TTC (50,00 € TTC si 1ère année d'activité et 30,00 € TTC si micro-BIC).

Cette cotisation est déductible du bénéfice professionnel.



Si vos recettes sont inférieures aux seuils Micro et que vous déclarez SUR OPTION à un régime réel d'imposition, les frais d'ARCOLIB et de votre expert-comptable peuvent venir en réduction d'impôt pour 2/3 de leurs montants (max 915 € par an).

4 - Charges Déductibles

- Petit équipement et outillage :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (matériel professionnel) : éléments de décoration (pots, vases, guirlandes lumineuses,...), outillages (sécateur, ciseaux, fils, vaporisateur, arrosoir...), vêtements de travail (gant, sacoche, tablier...)

Si valeur supérieure à 500,00 € HT : immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (smartphone...).

- Frais mixtes :

Les frais mixtes sont des dépenses engagées pour les besoins de l'entreprise, mais qui profitent également au chef d'entreprise ou à un associé. La partie personnelle de la dépense devra être retraitée du résultat.

Les prélèvements en nature (fleurs, accessoires...) seront à réintégrer.

- Assurance Responsabilité Civile Pro (RCP)

- Cotisation interprofessionnelle VAL'HOR : OBLIGATOIRE.

Elle est composée d'un montant forfaitaire de 11 € HT pour frais de recouvrement et d'un montant modulé en fonction du nombre de salariés et de la surface de l'établissement.

Ainsi, pour un établissement inférieur à 120 m² et ayant moins d'un salarié effectif, la cotisation est d'environ 100 € HT.

- Contribution Économique Territoriale (CET) :

L'exonération de CFE s'applique aux artisans qui n'ont pas recours aux machines pour remplacer le savoir-faire, qui ne spéculent pas sur la matière première et dont leur activité est majoritairement un travail manuel.

Le fleuriste peut donc prétendre à l'exonération, il faut en faire la demande via les imprimés 1447-C/1447-M et 1465-SD.

- Cotisation SACEM si diffusion de musique dans l'établissement.

ET AUSSI...

- Les produits de soin (nourriture pour les fleurs, lustrant, dépollueur d'eau...), consommables (rubans, raphia...),
- Votre cotisation à un syndicat professionnel (FFAF),
- Les fournitures administratives, secrétariat en ligne (prise de RDV) ...

- Cotisations sociales :

3 régimes OBLIGATOIRES (base = bénéfice + Madelin) :

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2021 = 41 136 €)

- **Allocations Familiales** : 0 % sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,10 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,10 % au-delà.

- **CSG/CRDS** : **9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %).

- **Assurance Maladie** : augmentation progressive du taux de 0,85 % (Indemnités journalières) à 2,2 % pour les revenus inférieurs à 40 % PASS, de 2,2 % à 7,2 % pour les revenus compris entre 40 % et 110 % du plafond SS et 7,2 % au-delà, et taux de 6,5 % pour la fraction du revenu supérieur à 5 PASS (205 680 €).

- **Assurance Vieillesse** (Cot. de base : 17,75 % dans la limite du plafond SS et 0,60 % au-delà) (Cot. Complémentaire : 7 % dans la limite du plafond spécifique de 38 340 € en 2020 et 8 % entre le plafond spécifique et 4 PASS) (Invalidité - Décès : 1,30 % dans la limite d'un PASS).

→ Recouvrement par la Sécurité Sociale des Indépendants...

(URSSAF, CPAM et l'Assurance Retraite de la Sécurité Sociale)

Pour un début d'activité au 01/01/2021	1ère année
Allocations Familiales*	0 €
CSG-CRDS	758 €
- dont CSG déductible	531 €
CFP	119 €
Maladie 1*	522 €
Maladie 2* (indemnités journalières) base = 40% PASS	140 €
Retraite de base*	1 387 €
Retraite complémentaire	547 €
Invalidité - Décès*	102 €
TOTAL	3 575 €
Total si Exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRES)	1 424 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

*exonération de début d'activité possible

À noter que les premières cotisations sont calculées au prorata en fonction de la date de début d'activité, à l'exception de la cotisation indemnités journalières.

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite
- Perte d'emploi subie

Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.

FLEURISTE

FICHE MÉTIER

Édition Janvier 2021



☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr

🌐 www.arcolib.fr

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

8 place du Colombier BP 40415
35004 RENNES Cedex

1 rue Anita Conti
56000 VANNES

« Le Cardo » 4 rue du Wattman
44700 ORVAULT (NANTES)

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

1 - Formalités Administratives

La nature de l'activité du fleuriste est :

- **artisanale** si l'entreprise compte moins de 10 salariés (immatriculation à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat dont il dépend)
- **commerciale** si l'entreprise compte plus de 10 salariés (immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés).

→ À noter que depuis la **Loi Sapin II du 9 décembre 2016**, il est possible pour un artisan d'employer jusqu'à 50 salariés s'il était déjà immatriculé au Répertoire des Métiers avant le dépassement du seuil supérieur de 10 salariés.

Conditions :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau CAP, BAC, ou BM fleuriste ou spécialisé en horticulture. **Loi 96-603 du 5 juillet 1996 - article 16**
- Affichage des prix T.T.C. Les prix sont librement déterminés.
- Le commerce doit être conforme aux exigences réglementaires liées aux ERP (Établissements Recevant du Public) : règles incendies (système de sécurité incendie et d'extincteurs accessibles), mise en place d'accès adaptés aux personnes à mobilité réduite et respect des normes d'hygiène des locaux (**arrêté du 9 mai 1995**).

Plusieurs modes d'exercice :

- Fleuriste indépendant en boutique
- Fleuriste indépendant sur les marchés (carte de commerçant ambulancier à se procurer à la CMA)
- Fleuriste indépendant en franchise (les droits d'entrées peuvent atteindre jusqu'à 20 000 € avec un apport personnel minimal de 40 000 € à l'installation)

Formalités de création dépendant du choix du régime juridique :

- **Entreprise Individuelle, dans un délai d'un mois suivant le début d'activité** : effectuer l'immatriculation auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) qui est la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) du lieu d'établissement de l'entreprise (*formulaire Cerfa n° 11676*10* ou P0 à déposer), se rapprocher de l'URSSAF et des Impôts.
- **Société** : rédaction des statuts, avis de constitution dans un Journal d'Annonces Légales (JAL), formulaire M0 et intercalaire TNS, immatriculation auprès du Greffe du Tribunal de Commerce (CFE), délivrance de l'extrait Kbis, se rapprocher de l'URSSAF et des Impôts.

- **Convention collective nationale applicable : JO 3010- IDCC 1978**

2 - Fiscalité

A - MICRO-BIC & RÉEL

* **CA ANNUEL < 176 200 € : Micro-BIC avec application automatique d'un abattement forfaitaire pour frais professionnels de 71 %**

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le Chiffre d'Affaires de ces deux années (N-1 et N-2 = pas d'activité = 0 € de CA)



Si vos charges réelles (outillage, frais de décoration, assurances, amortissements, etc...) sont supérieures à cet abattement ce régime n'est pas intéressant.

Formulaire à compléter : 2042-C-PRO en case micro BIC (5KP) pour le montant du Chiffre d'Affaires annuel brut hors taxe de l'entreprise.

En cas de +/- values réalisées en Micro-BIC : rubriques 5KX à 5KR



Le Chiffre d'Affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BIC en N+2.

* **CA ANNUEL > 176 200 € : Réel simplifié (option possible pour le réel normal)** : Déclarations n°2031 et 2033 (réel simplifié) seront à produire (ou n°2031 et 2050 si option au réel normal ou si CA > 818 000 €). **BOI-BIC-DECLA-10-10-20**

À noter que les options fiscales retenues à l'occasion d'une création d'entreprise doivent être indiquées sur la déclaration de création d'activité de l'entreprise (formulaire P0).

Activités	Micro-BIC	Régime Réel Simplifié	Régime Réel Normal
Ventes (VTE)	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 176 200 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 176 200 € et 818 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 818 000 €
Prestations de services (PS)	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 72 600 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 72 600 € et 247 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 247 000 €

Si le professionnel n'est pas sûr, il est conseillé de cocher « Micro-BIC » puis d'opter, le cas échéant, au réel. Mais attention, l'entrepreneur au Micro-BIC qui souhaite opter à régime réel doit faire l'option au SIE par courrier avant le 1^{er} février de la 1^{ère} année au titre de laquelle il souhaite bénéficier du régime réel. Elle est reconduite tacitement... renonciation dans les mêmes conditions. **BOI-BIC-DECLA-10-30**

Si l'activité est mixte, le respect des seuils s'interprète comme suit : Le CA global annuel ne doit pas excéder 176 200 € et à l'intérieur de ce CA global, la partie afférente aux activités de services ne doit pas dépasser 72 600 €.

B - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Deux taux de TVA en vigueur :

- Taux normal de 20 % pour les compositions, couronnes, conformément au **BOI-TVA-LIQ-20-20**.
- Taux intermédiaire de 10 % pour les produits de la floriculture d'ornement (à la seule condition qu'ils n'aient subi aucune transformation) (**BOI-TVA-LIQ-30-10-20 § 70**).

Possibilité d'être en franchise en base de TVA dès lors que le Chiffre d'Affaires est inférieur à 85 800 € pour les ventes et 34 400 € pour les Prestations de Services.

NB : Pour les entreprises nouvelles, la franchise est de droit la première année d'activité dès lors que le Chiffre d'Affaires limite de 94 300 € pour les ventes et 36 500 € pour les Prestataires de Services n'est pas atteint.

En cas d'activité mixte, possibilité d'être en franchise en base de TVA lorsque le Chiffre d'Affaires est compris entre 85 800 € et 94 300 € (VTE) avec un Chiffre d'Affaires PS compris entre 34 400 € et 36 500 €. Mais assujettissement à la TVA au 1^{er} janvier suivant la 2^{ème} année consécutive de dépassement du seuil de 85 800 € (VTE) ou 34 400 € (PS).

Option possible pour la TVA, valable 2 ans et reconduite tacitement, effet au 1^{er} jour du mois de l'option (**BOI-TVA-DECL-40-10-20 § 240**).

En cas d'achat ou de vente auprès d'un professionnel établi dans un État membre de l'Union Européenne, il faut appliquer le mécanisme de la TVA intra communautaire et indiquer sur la facture :

- les numéros de TVA intracommunautaire du vendeur et de l'acquéreur,
- ainsi que la mention "**Exonération de TVA, article 262 ter, I du CGI**".

Pour rappel, une facture est obligatoire pour toute prestation ou vente entre professionnels. Pour une transaction envers un particulier, une note est obligatoire pour un montant égal ou supérieur à 25 € TTC dès lors que celui-ci la demande.

C - CRÉDIT D'IMPÔT FORMATION

Le crédit d'impôt s'applique aux dépenses de formation d'un dirigeant (entreprise individuelle ou société).



Le micro-entrepreneur BIC ne peut pas bénéficier du dispositif.

Le montant du crédit d'impôt est égal au nombre d'heures de formation (dans la limite de 40H/an) par le taux horaire du SMIC, soit 410 € maximum en 2021 (**BOI-BIC-RICI-10-50**).

3 - L'Organisme Agréé

En cas de déclaration n° 2031 (de plein droit ou sur option), l'Impôt sur le Revenu sera calculé sur le montant de votre Bénéfice majoré de 20 % (en 2020), 15% (en 2021) et 10% (en 2022) SAUF si vous adhérez à **ARCOLIB**, vous permettant alors de ne pas subir cette majoration.

→ **Adhésion à réaliser dans les 5 mois du début d'activité**, ou dans les 5 mois suivant la clôture de l'exercice en cas d'activité déjà existante.